



70^e session de l'Assemblée générale

Cinquième Commission

Point 134 de l'ordre du jour

Etat d'avancement de l'application de la stratégie informatique et communications de l'Organisation des Nations Unies

Status of implementation of the information and
communications technology strategy for the United Nations

New York, le 17 novembre 2015

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous au nom de la Suisse et du Liechtenstein.

Nos délégations saluent le rapport du Secrétaire général sur l'application de la stratégie informatique et communications de l'Organisation des Nations Unies ainsi que le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à ce sujet.

Monsieur le Président,

Il y a un an, les Etats membres ont approuvé l'ensemble des éléments de la nouvelle stratégie informatique et communications et donné leur feu vert à son application. Le but était de tirer pleinement parti du potentiel des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour soutenir le travail des Nations Unies. Ce faisant, l'Assemblée générale a adopté une position claire en faveur de la réduction de la fragmentation, du renforcement du pilotage central des dossiers TIC, de la mise en place d'une gouvernance plus efficace, de l'amélioration de la sécurité de l'information et de l'accroissement de la transparence des dépenses TIC.

Neuf mois après le début de l'application de la stratégie, des progrès sensibles ont été accomplis : plusieurs applications ont notamment été consolidées, harmonisées ou abandonnées. De nombreux services d'assistance ont par ailleurs été regroupés pour former quelques pôles d'assistance centralisée. En outre, les centres technologiques régionaux qui contribueront à concrétiser les initiatives stratégiques de l'Organisation en matière de TIC sont désormais partiellement

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. : +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

opérationnels. Des efforts majeurs ont également été consentis dans le cadre de la mise en œuvre d'Umoja. Tout en reconnaissant les avancées enregistrées à ce jour, nous constatons qu'il reste encore beaucoup à faire et que de nombreux défis attendent l'Organisation.

A cet égard, nous souhaitons souligner trois points :

Premièrement, il nous semble essentiel de maximiser les synergies entre, d'une part, l'application de la stratégie en matière de TIC, qui constitue aussi un modèle en matière de prestation de services informatiques à l'échelle mondiale, régionale et locale et, d'autre part, le dispositif de prestation de services centralisée actuellement à l'étude au sein de ce comité. Idéalement, le futur modèle opérationnel de l'Organisation tiendrait également compte de la façon de déployer les ressources TIC de manière à garantir un appui efficace des programmes. A ce sujet, nous rappelons qu'avec le paragraphe 11 de la résolution 69/262 de l'Assemblée générale, les Etats membres ont suggéré des possibilités d'harmonisation et de partage de services avec d'autres entités de l'ONU, en particulier sur le terrain.

Deuxièmement, nos délégations partagent les préoccupations exprimées par le CCQAB, à savoir que la nouvelle stratégie en matière de TIC ne couvre pas tous les aspects liés à ces technologies au sein de l'Organisation. La stratégie n'est dès lors pas mise en œuvre de manière conforme à la résolution adoptée l'année dernière par l'Assemblée générale. Nous déplorons en particulier que les projections budgétaires globales sur cinq ans pour les TIC ne prennent pas en compte les ressources consacrées aux TIC dans le cadre du maintien de la paix. Celles-ci représentent 70 % de l'ensemble des ressources consacrées aux TIC dans le cadre des Nations Unies. Il semble en effet qu'aujourd'hui, les problématiques faisant obstacle à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie en matière de TIC soient les mêmes que celles identifiées il y a trois ans par le Comité des commissaires aux comptes dans le cadre de la mise en œuvre de l'ancienne stratégie. Nous appelons le Secrétaire général à faire de l'élimination de ces obstacles une priorité, et nous attendons une nouvelle projection budgétaire pour les TIC, qui devra englober l'ensemble du Secrétariat. Nous attendons également la publication d'une nouvelle circulaire pour le Bureau de l'informatique et des communications. Nous aimerions aussi que le prochain rapport emploie une terminologie plus simple de façon à être plus compréhensible pour les Etats membres, et qu'il présente une étude de viabilité plus claire.

Troisièmement, nous estimons que les hauts responsables de l'Organisation doivent unir leurs efforts afin de soutenir et d'encourager la prise de décision et le développement d'une culture d'entreprise. C'est indispensable pour qu'une stratégie centralisée en matière de TIC puisse réellement transformer l'Organisation. Ce sont les hauts responsables dans leur ensemble qui doivent assumer la responsabilité de mettre en œuvre des changements au niveau de l'Organisation afin de soutenir le Directeur général de l'informatique et des communications. Sans prise en main collective et sans engagement conjoint, toute stratégie globale à l'échelle de l'Organisation est vouée à l'échec. Le cloisonnement freinera les efforts visant à rendre plus efficace et plus efficiente l'utilisation des ressources informatiques dans la perspective de contribuer aux mandats de l'Organisation.

Monsieur le Président, je vous remercie.

Mr. Chairman,

I have the honour to speak on behalf of Switzerland and Liechtenstein.

Our delegations welcome the report on the status of implementation of the information and communications technology strategy for the United Nations that has been submitted to us by the Secretary-General as well as the related report of the ACABQ.

Mr. Chairman,

One year ago Member States endorsed all elements of the new ICT strategy and gave the green light for their implementation with the aim of harnessing the full potential of ICT to support the work of the United Nations. By doing so, the General Assembly took a clear stance on reducing fragmentation, strengthening central leadership on ICT affairs, instituting more effective governance, upgrading information security, and increasing transparency of ICT expenditure.

Nine months into the implementation of the strategy some notable progress has been made: for example, a number of applications have been consolidated, harmonised or retired; many help desks have been combined into a few enterprise service desks; and the regional technology centres which will help deliver the Organisation's strategic ICT initiatives are now partially operational. Much effort has also gone into supporting the deployment of Umoja. While we acknowledge the progress made so far, much remains to be done and many challenges lie ahead.

In this connection, we wish to highlight three points:

First, we believe it is crucial to ensure that there is maximum synergy between the implementation of the ICT strategy, which is also a model to deliver ICT services globally, regionally, and locally, and the global service delivery model currently under consideration by this Committee. Ideally, the future operating model of the Organisation should include consideration of how ICT resources need to be deployed in order to ensure effective support to programmes. In this context, we also recall paragraph 11 of General Assembly resolution 69/262 in which Member States suggested possible harmonisation and sharing of services with other UN entities, in particular at field locations.

Second, our delegations share the concerns expressed by the ACABQ that the new ICT strategy does not encompass the whole ICT landscape of the Organization and is therefore not being implemented in line with last year's General Assembly resolution. In particular, we regret that the five-year overall ICT budget projection excludes ICT resources in peacekeeping which constitute some 70 percent of the overall resources dedicated to ICT at the United Nations. In fact, it appears that the very same weaknesses identified by the Board of Auditors three years ago relating to the implementation of the old ICT strategy now hamper the implementation of the new one. We call upon the Secretary-General to remedy these issues as a matter of priority, while we await a revised ICT budget projection for the entire Secretariat as well as the issuance of a new bulletin for the Office of Information and Communications Technology. We would also hope that the next report will be more accessible to Member States by reducing the use of jargon and providing a clearer business case.

Third, we believe that for a more centralized ICT strategy to be able to successfully transform the Organization, senior management must support and drive decision-making and corporate behaviour from the centre. Senior management as a whole is responsible to deliver Organization-wide changes

to support the Chief Information Technology Officer. Without collective ownership and a shared commitment any Organization-wide strategy will inevitably fail, with silo mentalities limiting a more efficient and effective use of ICT resources in support of the Organization's mandates.

Thank you, Mr Chairman.